

HISTORIQUE ET REACTIONS RISQUES D'EFFONDREMENT ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIETAUX DE 1970 A 2021

HISTORIQUE

Origines de la notion d'effondrement

L'effondrement a mis fin à de nombreuses sociétés et civilisations. Dès le XIXe siècle des scientifiques ont douté de la pérennité de la civilisation industrielle (Jean-Baptiste de Lamarck par exemple).

Cependant les premières études rigoureuses et vérifiables n'apparaissent qu'à partir des années 1970. La notion d'effondrement a été appliquée à la civilisation industrielle par le Club de Rome (— composé entre autres de scientifiques, d'économistes, ainsi que d'industriels de 52 nations —), qui a commandé au professeur Dennis Meadows du MIT une étude sur l'état des ressources naturelles dans le monde. Le « rapport Meadows » publié par le Club de Rome en 1972 sous le titre : *The Limits To Growth*, traduit en français par *Les Limites à la croissance* est basé sur la « méthode de la dynamique des systèmes » et sur des modèles de simulation informatiques. Le modèle World3 montrait que, sans inversion de tendance, un effondrement aurait lieu durant la première moitié du XXIe siècle. Les révisions du rapport, en 1993 et en 2004, confirment ce pronostic. En 2012, le chercheur australien Graham Turner du CSIRO, en compilant 40 ans de données de l'ONU, a montré que le modèle s'était avéré précis et robuste, confirmant ainsi l'imminence d'un effondrement, ainsi que l'apparition des premiers signes.

En mars 2014, une étude parrainée par le Goddard Space Flight Center (NASA) a montré que les fortes inégalités économiques et une forte prédation des ressources naturelles étaient deux causes-clés de l'effondrement d'une civilisation.

1970-2000

Dès 1973, l'agronome français René Dumont développe les conséquences du rapport au Club de Rome. Dans son ouvrage *L'Utopie ou la mort !*, évoquant selon ses propres termes une « fin de la civilisation » pour le début du XXIe siècle. Afin d'y échapper il propose comme pistes : le contrôle démographique, les économies et le recours à d'autres sources d'énergie, la coopération internationale avec les pays en voie de développement, et la protection et la remédiation des sols.

En 1979 le philosophe allemand Hans Jonas, dans son œuvre *Le Principe responsabilité*, met en garde contre les dérives technologiques et leurs conséquences fatales probables sur la nature et l'humanité, développant le principe d'obligation qui nous incombe de protéger les générations futures.

En 1986, Ulrich Beck (sociologue allemand) publie un essai, *La société du risque*. En 2008, il publie une tribune dans laquelle il critique toujours « les acteurs qui sont censés garantir la

sécurité et la rationalité – l'État, la science et l'industrie – » estimant qu'« ils exhortent la population à monter à bord d'un avion pour lequel aucune piste d'atterrissage n'a été construite à ce jour. ».

2001-2010

En 2003 Hubert Reeves (astrophysicien franco-canadien) publie *Mal de terre*, sur les multiples menaces pesant sur la planète et ses habitants. « Son diagnostic est alarmant : si la vie sur Terre est robuste, c'est l'avenir de l'espèce humaine qui est en cause. Le sort de l'aventure humaine, entamée il y a des millions d'années, va-t-il se jouer en l'espace de quelques décennies ? ».

En 2005 le biologiste évolutionniste américain Jared Diamond popularise le mot « effondrement » par son essai *Effondrement : Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*. Il insiste sur le fait que les déclin de civilisations naissent de la rencontre de plusieurs paramètres dont les plus importants, selon lui, sont « des dommages environnementaux, un changement climatique, des voisins hostiles, des rapports de dépendance avec des partenaires commerciaux, et les réponses apportées par une société », auxquels s'ajoutent la surpopulation et l'épuisement des ressources naturelles.

En 2007, James Lovelock, scientifique britannique et auteur de l'hypothèse Gaïa, déclarait devant la Royal Society que le changement climatique est plus rapide que prévu, et que ses conséquences pourraient être tragiques pour la survie de la civilisation au XXI^e siècle du fait du probable chaos qu'il va causer sous forme de famines, sécheresses et migrations de masse :

« Nous sommes dans l'étrange situation de vivre sur une planète où le climat et l'évolution de la composition (de l'atmosphère) est maintenant si rapide qu'il s'avère trop rapide pour que nous puissions réagir. »

Il a par la suite (en 2012) reconnu avoir été trop alarmiste lorsqu'il prévoyait la mort de milliards d'humains. En 2015, bien que plus prudent sur la date de la catastrophe climatique, il reste convaincu que les conséquences du réchauffement climatique finiront par nous rattraper, car pense-t-il les humains sont incapables d'inverser la tendance : l'essentiel n'est pas même la survie de l'humanité, mais la continuation de la vie elle-même ; si la population et sa consommation dépassent les capacités de la planète, la Terre trouvera, par elle-même, un moyen de se débarrasser, d'une façon ou d'une autre, de l'excédent et de poursuivre sa perpétuation :

« Je considère avec beaucoup de sérénité un genre d'évènement, pas trop rapide, qui réduirait notre population à environ un milliard ; je pense que la Terre serait plus heureuse. »

Jean-Marc Jancovici, ingénieur polytechnicien français, ancien collaborateur de l'ADEME concernant notamment la mise au point du bilan carbone et participant en 2007 au Grenelle de l'environnement, alerte régulièrement depuis 2001 sur les menaces directes pour l'humanité que pose la conjonction de l'effondrement des ressources énergétiques et des effets du réchauffement accéléré du climat.

Cette crise est présentée comme un scénario de plus en plus crédible à moyen terme, voire à relativement court terme, par de nombreux lanceurs d'alerte dont John Beddington,

scientifique britannique, spécialiste de la gestion durable des ressources naturelles et conseiller scientifique en chef du gouvernement du Royaume-Uni. En mars 2009 il estimait prospectivement que le monde – sans profonds et rapides changements de comportements individuels et collectifs – va vers un effondrement écologique et économique global qu'il compare à un ouragan parfait (économique, social et environnemental), qui se concrétisera selon lui vers 2030. Ce scénario associe conjointement une crise alimentaire, sanitaire et sociale, une crise énergétique et une crise écologique majeure caractérisées par un effondrement brutal des écosystèmes, à l'échelle de la biosphère, (c'est-à-dire de la planète tout entière), et dépassant ses capacités de résilience écologique (à court, moyen ou long terme). Dans ce scénario, dans le pire des cas, la capacité de la biosphère à s'auto-entretenir est détruite pour un temps plus ou moins long, voire définitivement.

Selon Jonathon Porritt (conseiller du gouvernement britannique et du monde économique) la prospective de John Beddington est encore trop optimiste. Il partage son analyse des causes, mais juge que la situation est plus grave encore et que la date du collapsus planétaire redouté des écologues est plus proche de 2020 que de 2030.

En 2008, le terroriste Theodore Kaczynski parvient à faire publier, depuis sa prison, l'essai L'Effondrement du système technologique, dans lequel il développe l'idée que l'effondrement de la civilisation industrielle est nécessaire pour éviter un désastre écologique.

En 2008, Denis Dupré et Michel Griffon, publient La Planète, ses crises et nous, montrant les liens entre crises financières, climatiques, alimentaires et de l'énergie. Ils détaillent les changements possibles pour assurer un monde durable pour 2050. Dix ans plus tard (en 2018) Denis Dupré estime qu'il est maintenant trop tard pour éviter l'effondrement : selon lui, « la planète Titanic va couler et les riches sont en train de se ruer sur les canots de sauvetage. »

Clive Hamilton (philosophe australien) publie en 2010 Requiem pour l'espèce humaine, ouvrage qui prend acte des menaces qui pèsent sur nos civilisations. Selon lui,

« Le monde est en train de basculer dans un avenir hostile. Notre obstination à tirer profit de la planète au-delà des limites supportables par son écosystème a déclenché des effets indirects si dramatiques que la crise climatique menace désormais notre existence. »

Depuis 2011

2012

Pour Dennis Meadows, le développement durable n'est plus possible ; parmi les scénarios envisagés en 1972, le scénario de croissance rapide avec dépassement des limites naturelles est en cours, il sera suivi d'une baisse rapide de l'activité à une date encore indéterminée.

2013

Les biologistes américains Anne H. et Paul R. Ehrlich, de l'université Stanford, estiment dans un article publié dans la revue Proceedings of the Royal Society (série B) qu'un effondrement de notre civilisation est difficilement évitable.

Un livre Du risque à la menace est co-écrit par un groupe de « spécialistes de la question des risques dans les domaines de l'histoire, de l'économie, de la sociologie, du droit, de

l'environnement et de la médecine, [qui] montre comment les sociétés technologiquement avancées progressent, inexorablement semble-t-il, vers un horizon obscurci par la menace. » Dmitry Orlov publie *The Five Stages of Collapse* (Les Cinq Stades de l'effondrement), en y détaillant surtout les trois premiers (effondrements financier, commercial et politique) et abordant les deux suivants (social et culturel) dans les derniers chapitres.

2015

Le livre *Comment tout peut s'effondrer* de Pablo Servigne et Raphaël Stevens synthétise les principaux paramètres pouvant conduire notre civilisation à l'effondrement. Les auteurs créent le néologisme « collapsologie » qu'ils définissent comme « l'exercice transdisciplinaire d'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle [...] ». Selon les auteurs, les principaux facteurs d'effondrement sont l'approche des limites physiques (manque de ressources et énergie), le dépassement de seuils de basculement irréversibles (des systèmes climatiques et écosystémiques), l'inertie de notre société (phénomène de verrouillage socio-technique) et la vulnérabilité des réseaux (financiers, d'approvisionnement, d'information, etc.).

À la suite du nouveau rapport du Club de Rome, *The Limits To growth Revisited*, Ugo Bardi (chimiste universitaire italien) écrit : *Le Grand Pillage – Comment nous épuisons les ressources de la planète*, insistant sur la surexploitation des métaux et minerais (cuivre, zinc, or, uranium...) devenue telle que le risque de pénurie approche, par raréfaction ou en raison du coût prohibitif de leur exploitation.

En novembre, avant la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (COP21), le Collège de France s'empare du sujet du climat, de l'énergie et de la société, dans trois colloques soulignant la gravité des enjeux.

Le pape François s'émeut de l'avenir de la planète et de l'humanité. Il publie le 18 juin 2015 une encyclique (*Laudato si'*) dont le sous-titre est *Sur la sauvegarde de la maison commune consacrée aux questions environnementales et à l'écologie humaine*, ce qui est une première dans l'histoire de la papauté. Le pape y « critique le consumérisme et le développement irresponsable tout en dénonçant la dégradation environnementale et le réchauffement climatique ». Selon lui, « il ne suffit pas de concilier, en un juste milieu, la protection de la nature et le profit financier, ou la préservation de l'environnement et le progrès. Sur ces questions, les justes milieux retardent seulement un peu l'effondrement. »

2016

Renaud Duterme (agrégé belge en sciences du développement à l'université libre de Bruxelles) publie *De quoi l'effondrement est-il le nom ?*, retenant le côté politique de la notion d'effondrement en pointant « l'écrasante responsabilité des classes dirigeantes ». Cette possibilité est aussi évoquée par l'économiste en chef de l'Agence française de développement, Gaël Giraud.

2017

15 364 scientifiques de 184 pays signent et publient un manifeste (le 13 novembre dans la revue *BioScience* et le journal *Le Monde*) : constatant que depuis l'appel « *World Scientists' Warning to Humanity* » lancé en 1992 par l'Union of Concerned Scientists et plus de 1 700 scientifiques indépendants, dont la majorité des lauréats de prix Nobel de sciences alors en vie, « non seulement l'humanité a échoué à accomplir des progrès suffisants pour résoudre ces défis environnementaux annoncés, mais il est très inquiétant de constater que la plupart

d'entre eux se sont considérablement aggravés ». Ils concluent : « Pour éviter une misère généralisée et une perte catastrophique de biodiversité, l'humanité doit adopter une alternative plus durable écologiquement que la pratique qui est la sienne aujourd'hui. Bien que cette recommandation ait été déjà clairement formulée il y a vingt-cinq ans par les plus grands scientifiques du monde, nous n'avons, dans la plupart des domaines, pas entendu leur mise en garde. Il sera bientôt trop tard pour dévier de notre trajectoire vouée à l'échec, car le temps presse ».

2018]

Le Premier ministre français Édouard Philippe évoque à plusieurs reprises en 2017 et 2018 l'importance qu'il accorde au livre Effondrement de Jared Diamond. Le 2 juillet 2018 il déclare : « Si on ne prend pas les bonnes décisions, c'est une société entière qui s'effondre (...) qui disparaît ».

Le secrétaire général des Nations unies António Guterres, dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, évoque un « risque existentiel direct » et précise « Si nous ne changeons pas de trajectoire d'ici 2020, nous risquons de rater le moment où nous pouvons encore éviter un changement climatique incontrôlable, avec des conséquences désastreuses pour les individus et tous les systèmes naturels qui nous soutiennent. ».

En septembre 2018, l'astrophysicien Aurélien Barrau recueille 200 signatures de personnalités du monde des sciences, du cinéma, de tous arts et des médias pour interpeller le pouvoir politique face au plus grand défi de l'histoire de l'humanité : agir vite afin d'éviter la fin imminente du vivant.

En octobre 2018, le nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) annonce un réchauffement global de +1,5 °C dès 2030 par rapport à l'ère pré-industrielle (vers 1790) et sonne « l'ultime alerte avant un monde en crise permanente ». Ce réchauffement entraînera de multiples conséquences comme des vagues de chaleur, des pluies torrentielles, une forte réduction de la biodiversité, des récifs coralliens, des populations de poissons et des rendements céréaliers, une hausse du niveau des océans et la fonte totale de la banquise arctique l'été.

À la suite de la parution du rapport du GIEC, les élèves des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce françaises plaident pour un réveil écologique dans un manifeste recueillant plus de 30 000 signatures.

Un documentaire est publié en décembre sur C8, qui révèle au grand public la proximité d'un effondrement⁹⁸. Cette vidéo de David Mutaner diffusée le 12 décembre 2018 a été suivie d'un débat animé par Carole Rousseau avec Yann Arthus-Bertrand, Corinne Lepage, Aurélien Barrau et Aline Aurias.

2019]

Le rapport de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), publié le 6 mai 2019, alerte sur une perte de biodiversité sans précédent, affirmant que « la santé des écosystèmes dont nous dépendons, se dégrade plus vite que jamais » et qu'« un million d'espèces animales et végétales risquent de disparaître à brève échéance ». Le rapport signale que cette disparition du vivant menace l'humanité toute entière.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) fait paraître en août 2019 un Rapport spécial sur le changement climatique et les terres émergées. Il mentionne principalement qu'un quart des terres est durablement dégradé et qu'une augmentation de

la température moyenne mondiale de 2 °C constitue une menace importante pour la sécurité alimentaire.

« Ce que souligne surtout ce dernier rapport du Giec est que les terres se réchauffent deux fois plus vite que le globe. Sur la période de référence, les continents ont vu leur température de surface croître de 1,53 °C en moyenne. Les 1,5 °C stipulés dans l'accord de Paris sont donc déjà dépassés dans ce que ressentent les humains et les écosystèmes terrestres. »

En septembre 2019, le GIEC publie un rapport sur les océans et la cryosphère dans lequel il est signalé notamment que les eaux vont monter jusqu'à 1 mètre en 2100, que les événements climatiques extrêmes vont croître en intensité et en fréquence, que les glaciers en fondant vont priver de larges bassins de population d'eau potable et de possibilités d'irrigation, que le réchauffement, l'acidification et les pertes en oxygène des océans « perturbent les espèces et l'ensemble de la chaîne alimentaire ».

Les 17 et 18 septembre 2019, des experts se réunissent à l'OCDE afin de tenter de prévenir l'effondrement systémique, notamment « l'élévation du niveau de la mer et la hausse des températures [qui] affecteront la santé et la sécurité de milliards d'individus ».

Le thème des risques d'effondrement donne lieu à de nombreuses publications en 2019 :

En mars, Luc Semal, maître de conférences en science politique au Muséum national d'histoire naturelle à Paris, publie Face à l'effondrement : Militer à l'ombre des catastrophes. Selon lui, la peur peut ne pas être paralysante et être le moteur de l'action. Face à « l'oblitération de tout avenir commun au nom de l'impératif de croissance », la peur peut contribuer à esquisser une « démocratie écologique ».

En mai, l'astrophysicien Aurélien Barrau publie l'ouvrage Le Plus Grand Défi de l'histoire de l'humanité : Face à la catastrophe écologique et sociale. Dans son introduction, il écrit que son ouvrage « s'inscrit dans un geste de « dernière chance », comme une supplique aux pouvoirs publics : Ne pas considérer l'écologie comme la priorité majeure de ce temps relève du « crime contre l'avenir ». Ne pas opérer une révolution dans notre manière d'être relève du « crime contre la vie ». Il est temps de regarder en face l'agonie de notre monde ».

En juin, Corinne Morel Darleux, conseillère régionale, publie un livre intitulé Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce : Réflexions sur l'effondrement.

En novembre, l'auteur et journaliste américain David Wallace-Wells (en) publie la traduction de son livre La Terre inhabitable qui fait suite à un article paru en juillet 2017 dans le magazine New York. Dans ce livre, l'auteur annonce, avec l'appui de références scientifiques documentées, les difficultés inédites auxquelles l'humanité va être confrontée dans un avenir proche et, selon le journal Le Monde, déroule « le scénario d'un cataclysme en douze chapitres sinistres ».

Le 2 décembre 2019, le HuffPost publie un sondage selon lequel 58 % des Français redoutent un effondrement de notre civilisation ; interrogés sur les causes possibles d'un effondrement, les sondés citent d'abord le réchauffement climatique (36 %), devant la surpopulation (17 %) et la montée des inégalités (14 %).

2020

Le 8 juillet 2020, un rapport de l'Organisation météorologique mondiale, agence de l'Organisation des Nations unies, confirme l'augmentation de la température moyenne mondiale en 2024 de 0,9 à 1,6 °C par rapport à l'ère pré-industrielle, dépassant donc parfois la limite de +1,5 °C fixée par l'accord de Paris sur le climat pour 2100.

Le 30 septembre 2020, les chefs d'États et de gouvernements se sont réunis au sommet de l'ONU sur la biodiversité en vue d'agir de façon urgente pour tenter d'inverser l'effondrement

de la biodiversité mondiale. « Nous n'avons pas le temps d'attendre. La perte de la biodiversité, la perte de la nature, est à un niveau sans précédent dans l'histoire de l'humanité », a déclaré Elizabeth Mrema, secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique. « C'est l'avenir de la paix, (...) c'est l'avenir de l'humanité » a ajouté Inger Andersen, chef du Programme des Nations unies pour l'environnement.

2021

Un film sur l'effondrement, Une fois que tu sais, réalisé par Emmanuel Cappellin, sortira en salle le 10 mars 2021.

REACTIONS AUX RISQUES D'EFFONDREMENT DE LA CIVILISATION INDUSTRIELLE

Selon certains tenants des théories de l'effondrement, la première réaction, fréquente face à cette perspective, serait le déni auquel succéderait, pour ceux dépassant ce stade, la colère, le marchandage, la dépression puis l'acceptation et la recherche de solutions ou d'adaptation (la résilience) selon les « cinq phases du deuil » d'après Elisabeth Kübler-Ross.

En France, des personnes échangent autour de ce sujet, par exemple au sein de l'« Institut Momentum », fondé par Agnès Sinai et présidé par Yves Cochet, ancien ministre français de l'Environnement et ancien parlementaire. Dès 2005, Yves Cochet alerte sur le risque d'effondrement, en particulier dans son livre Pétrole apocalypse. Il reste aujourd'hui particulièrement alarmiste comme le souligne sa tribune dans le journal Libération d'août 2017. Il estime dans un ouvrage publié en 2017 que l'effondrement aura lieu avant 2030. En septembre 2019, il publie Devant l'effondrement : Essai de collapsologie, dans lequel il annonce que par effets systémiques l'effondrement mondial devrait se produire entre 2020 et 2040, période durant laquelle la population serait décimée par la famine, les maladies, les guerres, jusqu'à être réduite à deux ou trois milliards d'humains. Selon lui il ne serait désormais plus possible d'échapper à cet effondrement ; on ne pourrait que tenter d'amoinrir l'ampleur du choc.

En Belgique francophone, le groupe de réflexion « Construire un déclin » propose depuis 2015 une docuthèque sur les notions de collapsologie, d'effondrement et de résilience.

Depuis 2010, le think tank The Shift Project mené par Jean-Marc Jancovici, s'est donné pour objectif d'atténuer les conséquences néfastes du dérèglement climatique et réduire la dépendance de l'économie aux énergies fossiles.

Le mouvement Deep Green Resistance né aux États-Unis postule que l'effondrement de la civilisation industrielle est souhaitable et doit même être provoqué, pour laisser la possibilité à une société humaine plus respectueuse de l'environnement de (re)naître.

Dans le monde, un nombre indéterminé d'individus se préparent à l'éventualité d'un collapsus, dans un mouvement très diversifié dit « survivalisme », qui envisage des solutions individuelles (création pour ses proches et soi d'une base autonome durable, contenant notamment un stock de marchandises alimentaires, d'articles de premiers soins, d'armement

défensif) ou collaboratives (jardins potager collectifs, développement du troc, échange de biens et de services).

En réponse au changement climatique, la géo-ingénierie envisage des solutions qui font polémique.

Les modèles politiques et économiques du développement durable et de la croissance verte postulent que déployer des technologies et comportements plus sobres permettraient d'éviter l'effondrement de la civilisation et de stabiliser ou maintenir une croissance économique globale (ce qui implique un découplage entre consommation de ressources et production de richesses).

Certains pensent que la fusion nucléaire pourrait apporter d'ici quelques décennies une solution aux problèmes d'énergie.

D'autres prônent une décroissance de la consommation afin de garantir la durabilité de la société humaine, via une simplicité volontaire ou sobriété heureuse. Ces trois comportements impliquent une consommation modérée, raisonnée et responsable, qui inclut une perte de confort, respectueuse de la planète et en accord avec nos propres besoins réels.

Le film documentaire Demain réalisé en 2015 par Cyril Dion et Mélanie Laurent est basé sur la possibilité d'un effondrement imminent et montre des propositions alternatives grâce notamment à la permaculture, l'agroécologie, la monnaie locale, la démocratie participative, le recyclage et la récupération, etc.

En 2013, une initiative citoyenne européenne (End Ecocide in Europe) vise à faire reconnaître le crime d'écocide en droit européen pour freiner la destruction des écosystèmes et la mise en péril des conditions de vie des générations présentes et futures. L'initiative devient mondiale en 2014 (alors renommée End Ecocide on Earth). Elle plaide pour que la Cour pénale internationale reconnaisse l'écocide comme un crime contre la paix et la sécurité humaine.

En 2014, Philippe Bihouix (ingénieur centralien), « face aux signaux alarmants de la crise globale », préconise les low-tech (contraire des high-tech), moins énergivores et moins polluantes qui permettraient, selon lui, de « conserver un niveau de confort tout en évitant les chocs des pénuries à venir ». la pénurie de métaux stratégiques condamnera une civilisation technologique dépendante des métaux rares. Selon lui les énergies fossiles polluantes et destructrices des écosystèmes seront, de toute façon, bientôt inexploitable. Il faut donc utiliser les énergies et ressources naturelles sans danger et durables, ne nécessitant pas ou peu de matériaux rares pour fonctionner : l'air, l'eau, le sol et le compost.

En 2018, l'« Appel des coquelicots » organise chaque premier vendredi du mois des rassemblements contre l'usage de produits chimiques dans l'agriculture en France. En France, si la quantité de pesticides utilisés est passée de 100 000 à 70 000 tonnes, le nombre de doses unités (NODU) mesuré par le ministère de l'agriculture est en augmentation (+12 % entre 2014 et 2016) et leur usage dans le monde s'accroît, y compris celui de pesticides plus anciens ou interdits dans certains pays.

La même année, un mouvement citoyen « Il est encore temps » organise des évènements dans toute la France : marches citoyennes, concerts, pétition en ligne ainsi que le dépôt d'une plainte appelée « L'Affaire du siècle », contre l'État français accusé de ne pas tenir ses engagements en matière de lutte contre le réchauffement climatique. La pétition recueille plus de 2 millions de signatures.

En août 2018, une jeune suédoise de 15 ans, Greta Thunberg, entame en solitaire une grève des cours et s'installe chaque vendredi devant le Parlement de Stockholm pour réclamer du gouvernement suédois des actions fortes contre le réchauffement climatique. Elle est à l'origine d'un mouvement planétaire sans précédent. Inspirés par son action, quelque 20 000 étudiants dans le monde participent en décembre 2018 à la grève étudiante pour le climat. Une mobilisation générale nommée « Grève mondiale des jeunes pour le climat » connaît le 15 mars 2019 un succès inédit : elle est suivie par 50 000 personnes en Belgique, 66 000 en Suisse, 150 000 en Australie, 195 000 en France et 300 000 en Allemagne. Devenue incontournable, Greta Thunberg s'exprime à la COP24, au Forum économique mondial de Davos, est reçue par le président Emmanuel Macron, par le pape François. En mars 2019, elle est proposée pour le prix Nobel de la paix. Le 23 juillet 2019, à la demande des députés français, elle fait un discours remarqué à l'Assemblée nationale. En août 2019, elle traverse l'océan Atlantique en voilier pour assister au sommet « Action Climat » de l'Organisation des Nations unies à New York, où elle tient un discours particulièrement remarqué et commenté.

Article connexe : Greta Thunberg au sommet « Action climat » de 2019.

En septembre 2019 la grève étudiante pour le climat réunit dans les rues, selon le site militant 350.org, lors de diverses marches pour le climat du 20 au 27 septembre 2019, 7,6 millions de personnes dans le monde, dont plus de 600 000 au Québec le 27 septembre 2019 et 195 000 en France.

En octobre 2018, un mouvement de résistance s'organise au Royaume-Uni sous le nom d'Extinction Rebellion. Ce mouvement exige, sous toute forme à l'exclusion de la violence¹, de la part des dirigeants, la reconnaissance explicite de la gravité et de l'urgence des crises écologiques en cours et l'accès facilité au plus grand nombre à cette information, une mise en place immédiate d'actions contraignantes ayant pour effet la neutralité carbone en 2025, l'arrêt immédiat de la destruction des écosystèmes, et l'instauration rapide d'une assemblée citoyenne chargée de mettre en place des mesures opérationnelles et sans délais, ayant pour objectif de garantir l'accès équitable aux ressources de base et la préservation des écosystèmes. Ce mouvement de désobéissance civile prend au Royaume-Uni une ampleur inattendue. Ce mouvement déborde ensuite les frontières britanniques pour se répandre en Europe et dans le monde.

La vague récente d'élargissement de la diffusion des théories de l'effondrement a été encore peu étudiée en sciences sociales. Le politiste Luc Semal insiste sur la continuité avec les mouvements de la décroissance et des Villes en Transition, datant de la décennie précédente. Les sociabilités électroniques des « effondrés » commencent à être décrites, et attirent l'attention de prospectivistes.

L'idée d'un « Green New Deal » se développe aux États-Unis. Il s'agit d'une déclaration d'intention non-contraignante qui a pour objectif de lutter radicalement contre le changement climatique en créant une économie verte. Cette déclaration propose, entre autres, le remplacement à 100 % des énergies fossiles par de l'énergie renouvelable, un revenu de base universel et un régime universel de soins. Le projet est porté aux États-Unis par deux démocrates : Alexandria Ocasio-Cortez, progressiste élue à la Chambre des représentants, et le sénateur démocrate Ed Markey. Ce projet est popularisé aux États-Unis et dans le monde grâce notamment au dernier livre Le New Deal vert mondial de l'économiste américain Jeremy Rifkin. Dans celui-ci, il annonce que la « bulle carbone » est sur le point de s'effondrer (avant 2030) et que « la survie de notre espèce dépend de la transformation de nos modes de production ». L'altermondialiste et essayiste canadienne Naomi Klein propose également un New Deal vert. Dans son livre Plan B pour la planète : le new deal vert, là où Jeremy Rifkin prône le capitalisme et la technologie, elle propose le partage des richesses et la sobriété. En Europe, Ursula von der Leyen promet de mettre en place un « green deal » pour l'Union européenne durant ses cents premiers jours à la tête de la Commission européenne.

Le 20 février 2020, dans une tribune du journal Le Monde, mille scientifiques de toutes disciplines appellent les citoyens à participer aux « actions de désobéissance civile » menées par des mouvements écologistes face à l'urgence climatique et à l'inaction des gouvernements.

Le 6 mai 2020, peu avant la fin de la première période de confinement en réponse à la pandémie de Covid-19 en France, Nicolas Hulot fait paraître dans le journal Le Monde, sur France Inter et sur le média internet Brut, un manifeste constitué de 100 principes pour la protection de la planète, et appelle à des transformations écologiques et sociétales de grande ampleur. Le même jour, 200 artistes et scientifiques lancent un appel en faveur d'un changement profond des modes de vie pour éviter un effondrement global.

En France, le Conseil économique, social et environnemental, sur demande du Premier ministre Édouard Philippe, met en place une Convention citoyenne pour le climat à partir d'un échantillon représentatif de Français. Sa mission consiste à proposer des mesures pour que la France parvienne, d'ici 2030, à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport à 190.